

Motivation

Le présent arrêté se fonde sur le motif suivant :

- Vu la nécessité urgente d'acheter des masques de protection dans le cadre d'une réponse décisive à la crise du coronavirus

Cadre juridique

Le présent arrêté fait suite à la réglementation suivante :

- le décret du 20 décembre 2019 contenant le budget des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2020.

Initiateurs

Le présent arrêté est proposé par le ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier.

LE GOUVERNEMENT FLAMAND :

Vu le décret du 29 mars 2019 contenant le Code flamand des Finances publiques ;

Vu le décret du 20 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2020 ;

Vu l'accord du ministre flamand compétent pour la politique budgétaire, donné le 16 mars 2020.

Sur proposition du ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les crédits inscrits aux articles budgétaires du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2020, sont redistribués conformément au tableau ci-dessous.

Article budgétaire	Allocation de base	Type de crédit	De		À	
			CE	CL	CE	CL
CB0-1CBG2AB-PR	CB0 1CB024 0100	CE/CL	6.972	6.972		
PH0-1PKA2PA-WT	PH0 1PK636 1211	CE/CL			6.972	6.972

Art. 2. Une copie du présent arrêté est transmise à titre d'information au Parlement flamand, à la Cour des Comptes et au Département des Finances et du Budget.

Art. 3. Si l'approbation du présent arrêté nécessite des ajustements aux budgets des services à gestion séparée ou des personnes morales flamandes afin d'incorporer les augmentations de l'allocation dans les postes budgétaires affectés par le présent arrêté, ces entités établissent une proposition de budget ajusté.

Art. 4. Le ministre flamand ayant les Finances et le Budget dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 mars 2020.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le ministre flamand des Finances
et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier,
M. DIEPENDAELE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2020/40696]

17 MARS 2020. — Décret octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. § 1^{er} - Afin de permettre à la Communauté française de réagir à la pandémie de Covid-19, le Gouvernement peut prendre toutes les mesures utiles pour :

- a) suspendre les activités de services agréés, subventionnés ou organisés par la Communauté française ;
- b) définir les modalités par lesquelles des activités peuvent être dispensées en vue de réduire les contacts sociaux ;
- c) limiter l'accès aux bâtiments ;
- d) tenir compte de l'impact des mesures de confinement sur les activités des opérateurs et organisateurs d'événements dans le financement desquels la Communauté intervient ;
- e) modifier les conditions d'octroi, de justification et de contrôle des subventions ;
- f) adapter les exigences en matière de présence, d'évaluation et de sanction des études à la suspension des cours et des activités d'apprentissage ;
- g) prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie Covid-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave.

§ 2. Les arrêtés prévus au § 1^{er} peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions décrétales en vigueur, même dans les matières qui sont expressément réservées au décret par ou en vertu de la Constitution.

Ces arrêtés peuvent notamment déterminer les sanctions administratives et pénales applicables à leur infraction.

Les sanctions pénales ne peuvent comporter de peines supérieures à celles que la législation complétée, modifiée ou remplacée attache aux infractions en cause.

Art. 2. - § 1^{er} En cas d'impossibilité de réunir le Parlement de la Communauté française due à la pandémie de Covid-19 ou à des mesures ou des recommandations de confinement, générales ou particulières, et dûment constatées par le bureau du Parlement, le cas échéant au terme d'une délibération électronique si les membres de celui-ci ne peuvent pour les mêmes raisons se réunir physiquement, le Gouvernement peut, aux seules fins d'assurer la continuité du service public malgré la pandémie de Covid-19, prendre toutes les mesures utiles dans les matières qui relèvent de la compétence de la Communauté française dans le but soit de préparer la rentrée scolaire et académique 2020-2021, soit de répondre à une impérieuse nécessité dûment démontrée.

La fin de l'impossibilité de se réunir est dûment constatée par le même bureau.

§ 2. Les arrêtés prévus au § 1^{er} peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions décrétales en vigueur, même dans les matières qui sont expressément réservées au décret par ou en vertu de la Constitution.

Ces arrêtés peuvent notamment déterminer les sanctions administratives et pénales applicables à leur infraction.

Les sanctions pénales ne peuvent comporter de peines supérieures à celles que la législation complétée, modifiée ou remplacée attache aux infractions en cause.

§ 3. Lorsqu'un décret prévoit qu'un arrêté du Gouvernement doit faire l'objet d'un décret de confirmation par le Parlement dans le délai qu'il définit, ce délai est suspendu pendant toute la durée des pouvoirs spéciaux organisés par le présent décret.

Art. 3. Les arrêtés visés à l'article 1^{er} peuvent être adoptés sans que les avis, concertations et négociations légalement ou réglementairement requis soient préalablement recueillis ou organisés. Si le Gouvernement souhaite toutefois solliciter un avis, ou organiser une concertation ou une négociation, il peut le faire, même par voie électronique dans un délai réduit qu'il fixe.

Les arrêtés visés à l'article 2 peuvent être adoptés sans que les avis, concertations ou négociations légalement ou réglementairement requis soient préalablement recueillis ou organisés, si lesdits organes indiquent ne pas être en mesure de se prononcer dans le délai légal ou réglementaire ou le délai fixé par le Gouvernement eu égard à la pandémie de Covid-19. Ces démarches peuvent être le cas échéant effectuées selon une procédure électronique.

Les arrêtés visés aux articles 1^{er} et 2 sont toutefois adoptés après avoir recueilli l'avis de la Section de Législation du Conseil d'Etat, sauf si celle-ci indique ne pas être en mesure de communiquer son avis dans un délai de cinq jours s'agissant des arrêtés visés à l'article 1^{er}, ou dans le délai demandé par le Gouvernement s'agissant des arrêtés visés à l'article 2.

Art. 4. Les arrêtés visés aux articles 1^{er} et 2 doivent être confirmés par décret dans un délai de six mois prenant cours à la fin de la période des pouvoirs spéciaux organisés par le présent décret.

A défaut de confirmation dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, ils sont réputés n'avoir jamais produit leurs effets.

Les arrêtés visés aux articles 1^{er} et 2 sont communiqués au bureau du Parlement avant leur publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. § 1^{er}. L'habilitation conférée au Gouvernement par l'article 1^{er} du présent décret est valable trois mois à dater de son entrée en vigueur.

Le délai fixé à l'alinéa 1^{er} est prorogeable une fois pour une durée équivalente. Cette décision peut être adoptée par le bureau du Parlement, statuant le cas échéant par courrier électronique, dans l'hypothèse où l'impossibilité de réunir le Parlement est dûment constatée.

§ 2. L'habilitation conférée au Gouvernement par l'article 2 du présent décret est valable durant la période d'impossibilité de se réunir dûment constatée par le bureau du Parlement, sans pouvoir être supérieure à une période de six mois à compter de l'entrée en vigueur du présent décret

Art. 6. Le présent décret entre en vigueur le lendemain du jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 mars 2020.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture,
des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale,
des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice,
de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

Session 2019-2020

Documents du Parlement. Proposition de décret, n° 79-1. – Texte adopté en séance plénière, n° 79-2.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 17 mars 2020.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/40696]

17 MAART 2020. — Decreet tot toekenning van bijzondere machten aan de Regering in het kader van de gezondheidscrisis in verband met het Covid-19 coronavirus

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. § 1 - Om de Franse Gemeenschap in staat te stellen te reageren op de Covid-19-pandemie, kan de Regering alle nuttige maatregelen nemen om :

- a) de activiteiten van door de Franse Gemeenschap erkende, gesubsidieerde of georganiseerde diensten op te schorten;
- b) de nadere regels vast te stellen waaronder activiteiten kunnen worden verricht om de sociale contacten te beperken ;
- c) de toegang tot gebouwen te beperken;
- d) rekening te houden met het effect van de inperkingsmaatregelen op de activiteiten van de operatoren en organisatoren van evenementen die door de Gemeenschap, geheel of gedeeltelijk, worden gefinancierd;
- e) de voorwaarden voor de toekenning, motivering en controle van de subsidies te wijzigen;
- f) de vereisten voor het bijwonen, evalueren en bekrachtigen van studies aan te passen aan de opschorting van lessen en leeractiviteiten ;
- g) elke situatie te voorkomen en aan te pakken die binnen het strikte kader van de Covid-19-pandemie en de gevolgen ervan een probleem vormt en die dringend moet worden geregeld om een risico op ernstig gevaar te beteugelen.

§ 2 De in § 1 bedoelde besluiten kunnen de geldende decreten opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen, zelfs in aangelegenheden die bij of krachtens de Grondwet uitdrukkelijk aan het decreet zijn voorbehouden.

Deze besluiten kunnen inzonderheid de administratieve en strafrechtelijke sancties bepalen die van toepassing zijn op de schending ervan.

De strafrechtelijke sancties mogen niet zwaarder zijn dan die welke in de aanvullende, gewijzigde of vervangende wetgeving aan de betrokken schendingen zijn verbonden.

Art. 2. § 1 In geval van onmogelijkheid om het Parlement van de Franse Gemeenschap bijeen te roepen als gevolg van de Covid-19-pandemie of van algemene of bijzondere maatregelen of aanbevelingen voor inperking, waarvan het bureau van het Parlement naar behoren kennis heeft genomen, zo nodig na elektronische beraadslaging indien de leden van het Parlement om dezelfde redenen niet fysiek kunnen vergaderen, kan de Regering, uitsluitend om de continuïteit van de overheidsdienst ondanks de Covid-19-pandemie te waarborgen, alle nuttige maatregelen nemen in de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, met het oog op de voorbereiding van het begin van het schooljaar en het academiejaar 2020-2021, of om tegemoet te komen aan een naar behoren aangetoonde dwingende noodzaak.

Het einde van de onmogelijkheid om te vergaderen wordt door hetzelfde bureau naar behoren vastgesteld.

§ 2 De in § 1 bedoelde besluiten kunnen de geldende decreetsbepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen, zelfs in aangelegenheden die bij of krachtens de Grondwet uitdrukkelijk aan het decreet zijn voorbehouden.

In deze besluiten kunnen met name de administratieve en strafrechtelijke sancties worden vastgesteld die van toepassing zijn op de schending ervan.

De strafrechtelijke sancties mogen niet zwaarder zijn dan die welke in de aanvullende, gewijzigde of vervangende wetgeving aan de betrokken schendingen zijn verbonden.

§ 3 Wanneer een decreet bepaalt dat een besluit van de Regering door een bekrachtiging via een decreet van het Parlement moet worden bevestigd binnen de termijn die het bepaalt, wordt deze termijn geschorst voor de duur van de bijzondere machten die bij dit decreet worden georganiseerd.

Art. 3. De in artikel 1 bedoelde besluiten kunnen worden aangenomen zonder dat vooraf de door de wet of regelgeving vereiste adviezen, overlegraadplegingen en onderhandelingen zijn genomen of georganiseerd. Indien de Regering echter een advies wenst in te winnen of een overlegraadpleging of een onderhandeling wenst te organiseren, kan zij dit doen, zelfs met elektronische middelen, binnen een door haar vast te stellen beperkte termijn.

De besluiten bedoeld in artikel 2 kunnen worden aangenomen zonder dat de door de wet of regelgeving vereiste adviezen, overlegraadplegingen of onderhandelingen vooraf worden genomen of georganiseerd, indien de genoemde instanties aangeven dat zij niet in staat zijn om binnen de wettelijke of reglementaire termijn of de door de Regering vastgestelde termijn met betrekking tot de Covid-19-pandemie een advies uit te brengen. Deze stappen kunnen, indien nodig, langs elektronische weg worden genomen.

De in de artikelen 1 en 2 bedoelde besluiten worden evenwel aangenomen na advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, tenzij deze laatst aangeeft dat zij niet in staat is een advies uit te brengen binnen vijf dagen in het geval van de in artikel 1 bedoelde besluiten, of binnen de door de Regering gevraagde termijn in het geval van de in artikel 2 bedoelde besluiten.

Art. 4. De in de artikelen 1 en 2 bedoelde besluiten moeten bij decreet worden bevestigd binnen zes maanden na afloop van de in dit decreet vastgestelde periode van bijzondere machten.

Bij gebreke aan bevestiging binnen de in het eerste lid genoemde termijn worden zij geacht nooit uitwerking te hebben gehad.

De in de artikelen 1 en 2 bedoelde besluiten worden aan het bureau van het Parlement meegedeeld voordat zij in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

Art. 5. § 1. De bij artikel 1 van dit decreet aan de Regering verleende machtiging is geldig voor een periode van drie maanden vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

De in het eerste lid bepaalde termijn kan eenmaal voor een overeenkomstige periode worden verlengd. Deze beslissing kan door het bureau van het Parlement worden aangenomen, zo nodig door middel van een elektronisch bericht, indien de onmogelijkheid om het Parlement bijeen te roepen naar behoren wordt vastgesteld.

§ 2 De door artikel 2 van dit decreet aan de Regering verleende machtiging is geldig gedurende de door het bureau van het Parlement naar behoren vastgestelde periode van onmogelijkheid om bijeen te komen, maar mag niet langer duren dan zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 6. Dit decreet treedt in werking de dag nadat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 maart 2020

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen
en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",

Fr. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2019-2020

Stukken van het Parlement. - Voorstel van decreet, nr. 79-1. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 79-2.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 17 maart 2020.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/20581]

5 MARS 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire centrale des centres psycho-médico-sociaux libres confessionnels subventionnés du 22 octobre 2019 relative à la création d'une Instance de concertation locale et de son ROI-type dans les Pouvoirs organisateurs de Centres PMS libres confessionnels

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, notamment l'article 112 ;

Vu la demande de la Commission paritaire centrale des centres psycho-médico-sociaux libres confessionnels subventionnés de rendre obligatoire la décision du 22 octobre 2019 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La décision de la Commission paritaire centrale des centres psycho-médico-sociaux libres confessionnels subventionnés du 22 octobre 2019 relative à la création d'une Instance de concertation locale et de son règlement d'ordre intérieur type dans les pouvoirs organisateurs de centres psycho-médico-sociaux libres confessionnels, ci-annexée, est rendue obligatoire.

Art. 2. La Ministre de l'Éducation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 22 octobre 2019.

Bruxelles, le 5 mars 2020.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR